



Association pour le

Développement de l'éducation en Afrique

LETTRE D'INFORMATION DE LA DAE

VOLUME 8, NUMERO 1

JANVIER-MARS 1996

Dans ce numéro...

- Promouvoir le partage d'expériences réussies 1

Dossier:
Livres et matériels éducatifs

- Le groupe de travail de la DAE sur les livres 3

- Les critères de réussite des partenariats Sud-Nord dans le domaine de l'édition 4

- Les enjeux de l'industrie de l'édition dans les pays en développement 6

- Aspects économiques de la publication de matériels éducatifs en Afrique 7

Autres articles:

- Pour quelle école de base en Afrique? – Colloque de la Cité des sciences et de l'industrie (27-28 novembre 1995) 8

Groupes de travail

- Le GTPE (section francophone) démarre le deuxième volet du programme Gestion et mobilisation des personnels enseignants : 9

- Le GTES s'interroge sur ses priorités et activités futures 10

- Le comité directeur du GTFE se réunit à Dakar (16-18 novembre 1996) 11

Calendrier 12

Promouvoir le partage d'expériences réussies en Afrique dans le domaine de l'éducation

A l'instigation des ministres africains, la DAE a entrepris de publier une série de documents relatant des expériences réussies en Afrique dans le domaine de l'éducation. A travers ces publications, les ministres racontent comment ils sont parvenus à résoudre un problème précis rencontré dans le secteur de l'éducation.

La diffusion de ces documents fait partie des efforts déployés par la DAE pour encourager le partage de solutions créatives élaborées en Afrique et le transfert d'expertise africaine. Ces échanges intra-africains jouent un rôle important dans le renforcement des capacités en Afrique.

Le premier document de la série «Expériences réussies» est publié. Il traite du redéploiement des enseignants en Guinée. Deux autres documents, l'un sur la coordination de l'aide au Ghana, l'autre sur la réinsertion des enfants soldats en Ouganda, sont à l'étude. La DAE souhaite démarrer d'autres études en 1996, et est actuellement à la recherche de nouveaux thèmes.

Après avoir commenté sur les réalisations de la DAE au cours de ses huit années d'existence, M. Ingemar Gustafsson, président de la DAE, a déclaré dans son allocution d'ouverture prononcée à Tours : «*J'ai la forte impression que l'image de l'Afrique qui est en train d'émerger est celle d'une Afrique qui n'est pas que problèmes et crises. Nous commençons à percevoir de nombreuses réponses créatives dans le domaine de l'éducation*». Selon M. Gustafsson, le continent africain serait une source exploitable d'expériences éducatives positives dont peuvent tirer profit de nombreux pays africains.

A l'occasion de la réunion du Bureau des ministres africains de l'éducation tenue à Maurice, en septembre 1994, les ministres avaient proposé la rédaction d'une série de documents décrivant des expériences réussies. Ces documents permettraient aux ministres africains d'attirer l'attention de leur pairs sur des solutions et des approches novatrices dont pourraient s'inspirer d'autres pays confrontés aux mêmes problèmes. Cette proposition fut approuvée par le Forum des ministres africains à Genève, en octobre 1994, et par la suite, le programme de la DAE fut élargi pour inclure la publication de documents relatant des expériences africaines réussies.

«L'image de l'Afrique qui est en train d'émerger est celle d'une Afrique qui n'est pas que problèmes et crises. Nous commençons à percevoir de nombreuses réponses créatives dans le domaine de l'éducation en Afrique.»

Raison d'être des expériences réussies

Les «expériences réussies» sont des récits qui racontent comment un pays a entrepris de résoudre un problème *précis* dans le domaine de l'éducation. Ces documents sont destinés à être lus par les ministres de l'Education africains et les hauts fonctionnaires de ces ministères.

Ayant une finalité pratique, ce sont des comptes rendus *pragmatiques*, volontairement *non théoriques*.

Ces rapports ne se bornent pas à décrire une solution technique apportée à un problème technique. Il s'agit plutôt de mettre en lumière les *éléments clés* de réussite. En d'autres termes, il s'agit d'analyser les éléments qui ont permis de surmonter les contraintes de nature politique, sociale, technique, administrative ou autre. Les récits relatent au plus près ce qui s'est déroulé dans les coulisses et analysent la «dynamique cachée» dont il n'est pas fait état d'ordinaire.

Afin qu'un point de vue africain soit conservé, les rapports sont rédigés par des auteurs africains qui ont été étroitement impliqués dans le déroulement des expériences relatées.

Nous présentons ci-dessous un résumé des documents publiés ou en cours de rédaction. Le premier document, *Le redéploiement du personnel enseignant en Guinée*, est disponible en français et en anglais. Le deuxième, sur la coordination de l'aide au Ghana, est en cours de rédaction.

Le redéploiement du personnel enseignant en Guinée

Le redéploiement du personnel enseignant en Guinée a été rédigé par Alamah Condé, Inspecteur général adjoint au ministère de l'Enseignement pré-universitaire et de la Formation professionnelle de la Guinée. L'auteur décrit la manière dont la Guinée a effectué le redéploiement de son

personnel enseignant entre 1992 et 1993 et insiste sur les aspects sociaux et politiques de ce remaniement. Les points traités sont les suivants : les motifs de la réforme, ses objectifs, le contexte, les stratégies employées, les facteurs clés de réussite, les enseignements tirés. Une des retombées positives de l'opération de redéploiement en Guinée a été le relèvement des taux de scolarisation dans les écoles urbaines et rurales sans augmentation de coûts.

Coordination de l'aide au Ghana

Avant 1993, les projets financés par les agences de financement étaient gérés par des unités de projet distinctes ayant chacune leur bureau et leur personnel administratif. Ce mode de gestion a eu plusieurs conséquences néfastes : la prolifération d'unités de gestion, le sous-emploi du personnel administratif, et le faible renforcement des capacités. La coopération entre agences de financement était négligeable, les projets faisant souvent double-emploi, alors que dans certains domaines l'aide était insuffisante ou inexistante.

Aujourd'hui, le Ghana ne possède qu'une seule unité de gestion de projets. Cela rend la coordination de l'ensemble des projets du secteur éducatif plus aisée. Le Ghana a également mis sur pied un forum sectoriel auquel participent le ministère de l'Education et tous les organismes intéressés. La création de ce forum a contribué à une plus grande coopération entre agences de financement. Le

forum permet aussi de fournir des renseignements utiles sur chacun des partenaires, comme par exemple sur leur domaine de compétence.

Le document s'attachera à décrire comment le Ghana est parvenu à coordonner l'action des agences de financement en faisant ressortir les facteurs clés de réussite.

Des suggestions de thème bienvenus

Lors de la dernière réunion du Bureau des Ministres tenue à Accra (8 et 9 février 1996), les ministres ont réaffirmé leur intérêt pour les «Expériences réussies» et ont exprimé le souhait que d'autres documents soient produits.

La DAE souhaite que soient portés à son attention des expériences réussies, ou des sujets de préoccupation précis.

Les thèmes suggérés seront étudiés en fonction des critères suivants :

- Un sujet *précis*
- Une expérience *unique*
- Une expérience dont d'autres pays africains *pourront tirer parti*. □

Prière d'adresser vos suggestions au
Secrétariat de la DAE
IIPE, 7-9 rue Eugène-Delacroix,
75116 Paris

Tél : (33) (1) 45 03 37 96

Fax : (33) (1) 45 03 39 65

E-mail sur internet:
DSECRETARIAT1@WORLDBANK.ORG

ou
TH.DESRUELLES@IIEP.UNESCO.ORG

«Expériences réussies» parrainées par la DAE (mars 1996)

Titres	Situation	Date de publication prévue
<i>Le redéploiement du personnel enseignant en Guinée</i>	Document publié	Disponible en français et en anglais
<i>Coordination de agences financement au Ghana</i>	Etude en cours	Juin 1996
<i>La réinsertion d'enfants soldats en Ouganda</i>	Termes de référence en préparation	Fin 1996



Le groupe de travail sur les livres et les matériels éducatifs a été créé en 1989.

Objectifs

L'objectif global du groupe de travail est de renforcer la prise de conscience (par les pouvoirs publics, le secteur privé, les agences de développement, les ONG, etc.) de la nécessité d'une approche globale dans l'élaboration et la diffusion de matériels pour l'alphabetisation et l'enseignement en Afrique.

Les objectifs à court-terme sont : (a) consolider le réseau de décideurs et de praticiens intéressés par les stratégies de conception et de diffusion de livres, (b) déterminer les ressources financières et techniques nécessaires pour lancer et mettre en oeuvre une politique nationale efficace du livre, et (c) encourager les pouvoirs publics, le secteur privé, les agences de développement, et les ONG engagés dans l'élaboration de matériel pédagogique à collaborer pour le développement de stratégies et de procédures communes.

Les objectifs à moyen-terme : constituer un lieu d'échange pour examiner les différentes options permettant de rendre plus accessible le matériel pédagogique.

Les objectifs à long-terme : encourager le développement de politiques nationales du livre dans le contexte d'une stratégie coordonnée afin de créer un environnement plus favorable au livre

Principales réunions

La première réunion (Londres, janvier 1994) était avant tout une réflexion sur la manière dont le groupe de travail pouvait appuyer les gouvernements africains à élaborer une politique nationale du livre en utilisant les études sectorielles.

Les problèmes relatifs à l'approvisionnement en livres ont constitué le thème principal de la deuxième réunion (Washington, 21-22 juin 1994).

La troisième réunion (Paris, janvier 1995) a mis l'accent sur «l'examen opérationnel général portant sur les manuels scolaires» de la Banque mondiale et sur le soutien aux publications en langues nationales.

Membres du groupe de travail

L'agence pilote du groupe de travail est l'ODA britannique (Overseas Development Agency). Les membres du comité directeur du groupe de travail sont : le ministère de la Coopération (France) ; le ministère de l'Education de Zambie ; l'Agence suédoise de développement international (ASDI) ; l'Agence finlandaise de développement international (FINNIDA) ; l'UNESCO ; l'agence danoise pour le développement international (DANIDA) ; le ministère danois des Affaires étrangères ; et le réseau des éditeurs africains (APNET) .

Parmi les autres membres on compte les ministères de l'Education des pays africains suivants : Guinée, Niger, République Centrafricaine ; Madagascar ; Gambie ; Mali ; Mauritanie ; Mozambique ; Sénégal ; Seychelles ; Togo ; Ouganda ; Namibie ; Rwanda ; Zambie ; Zimbabwe.

APNET

Le groupe de travail sur les livres et matériels éducatifs est associé à une institution africaine, le réseau des éditeurs africains (APNET). Ce dernier, créé en 1992, a pour objectif de renforcer les capacités africaines dans le domaine de l'édition. Les différents programmes proposés par APNET visent à atteindre cet objectif : programmes de formation ; promotion du commerce intra-Africain ; recherche et étude de politiques ; lobbying ; divers efforts pour soutenir éditeurs et institutions du livre au niveau national.

Le nouveau programme de travail

Le plan de travail 1996/1998 du groupe de travail a été remanié afin de mettre l'accent sur les aspects humains et financiers de la mise en oeuvre d'une politique du livre. Le groupe continue à s'attaquer au problème fondamental de la mise à la disposition des enseignants, des parents, et des élèves d'une plus grande gamme de matériels d'enseignement et d'apprentissage, aussi bien au sein du système éducatif qu'en dehors du système. Il espère que ses efforts inciteront les gouvernements africains à adopter l'approche holistique recommandée par certaines organisations comme l'UNESCO et APNET, avec qui le groupe travaille étroitement.

Le Groupe de travail souhaite également insérer les activités de son groupe d'intérêt sur l'alphabetisation (IGOL) dans son programme de travail, car il est convaincu que l'instauration d'un climat favorable à l'alphabetisation dépend de politiques du livre comportant des textes rédigés aussi bien dans les langues locales que dans les langues nationales et internationales.

Cette année, le Groupe examinera tout particulièrement les aspects financiers de la mise en oeuvre des politiques du livre. Le groupe estime que les finances sont à la base des efforts des gouvernements pour mettre à la disposition des intéressés une gamme plus étendue de textes, à des prix abordables. Aussi le groupe lancera trois études en 1996 (*Les aspects économiques de la publication de matériels éducatifs en Afrique, La rentabilité de la publication de matériels éducatifs en langues nationales et locales, et Systèmes de distribution et de dissémination des matériels éducatifs en Afrique de l'Ouest*). Les résultats des études seront discutés lors d'une réunion spéciale qui se tiendra en marge de la 4e Session de la Conférence internationale sur l'éducation qui s'ouvrira fin septembre, à Genève.

Groupe de travail de la DAE sur les livres et les matériels éducatifs

Agence pilote: Overseas Development Administration (ODA).

Leader : Carew Treffgarne.
Tél : (44) 171) 917 06 58
Fax : (44) 171) 917 02 87

Coordonnateur : Carol Priestley
Tél : (44) (181) 997 32 74
Fax : (44) (181) 810 97 95

Institution africaine partenaire:
Le réseau des éditeurs africains (APNET).

P.O. Box 4209, 78 Kaguvi St.,
Harare, Zimbabwe

Tél : (263-4) 739 681 or 751 202
Fax : (263-4) 751 202 or 729 905

Les critères de réussite des partenariats Sud-Nord dans le domaine de l'édition

Les partenariats Sud-Nord dans le domaine de l'édition sont encouragés par un certain nombre d'organisations et d'individus et font l'objet de discussions de plus en plus fréquentes lors d'ateliers et de manifestations internationales consacrés au livre. Les partenariats ont figuré en bonne place à l'ordre du jour des deux dernières tables rondes sur l'édition en Afrique, organisés respectivement par l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) à Lomé (Togo), du 30 octobre au 2 novembre 1995, et par le groupe Bellagio à Addis Abeba (Ethiopie), du 19 au 22 novembre 1995. Il semble donc opportun d'étudier quelques-uns des critères essentiels de réussite des partenariats Sud-Nord dans le domaine de l'édition et de suggérer des méthodes pour promouvoir ce type de partenariat.

A propos du développement des ressources humaines, Ron Hughes¹ déclare que «les partenariats impliquent deux – ou plusieurs – individus ou groupes qui travaillent ensemble pour atteindre un but commun». Il ajoute que «les partenariats efficaces sont fondés sur une compréhension mutuelle et sur le partage des valeurs, un degré élevé de confiance, des solutions créatives élaborées en commun». Le dictionnaire *Concise Oxford* définit un partenaire comme une «personne associée à d'autres dans une entreprise dont elle partage les risques et les profits».

Quels ingrédients pour un partenariat réussi ?

Tous les ingrédients mentionnés ci-dessus s'appliquent au domaine de l'édition. Lors de la table ronde du groupe Bellagio à Addis Abeba, l'image du mariage a été utilisée pour décrire les qualités d'un partenariat solide. Si cette comparaison a donné lieu à quelques plaisanteries bon enfant sur l'opposition entre monogamie et polygamie (et sur la plus grande expérience «polygame» du Sud), l'image est fort appropriée.

Chaque partenaire doit contribuer de manière significative (bien que différente) à l'entreprise, en ayant toute confiance dans l'effet de synergie de l'effort commun. Le fait de savoir que «il vaut mieux être ensemble», c.-à-d. que la part de profits de chacun des partenaires sera plus grande alors que sa part de risques sera moindre, peut jouer un rôle de puissant catalyseur. Un certain nombre d'autres ingrédients concourent à la réussite des partenariats pour l'édition :

ä Un projet commercialement viable
La motivation a des chances d'être plus

forte quand le projet est commercialement viable. Il est également crucial, pour qu'il soit durable, que l'on prenne garde d'éviter toute forme de dépendance prolongée sous forme de subsides ou d'aide internationale.

ä Des ressources financières, humaines et techniques adéquates

Il est nécessaire que des ressources financières suffisantes soient à la disposition du partenariat dès le début de son existence. Comment déterminer si les ressources sont suffisantes ? Il n'existe pas de réponse simple à cette question, dans la mesure où chaque partenariat aura des exigences financières différentes. Si l'on se tient aux principes du partenariat, les frais de mise en route devraient être partagés entre le Nord et le Sud. Cependant, étant donné la sous-capitalisation de la plupart des éditeurs africains, et la situation financière comparativement plus stable des éditeurs du Nord, il conviendra de réfléchir à ce que doit être une contribution équitable pour un éditeur du Sud.

Il importera aussi de prêter attention aux ressources humaines et techniques, car les investissements nécessaires seront également mesurés en temps et en efforts.

ä La question de l'équilibre

Les partenariats Sud-Nord doivent être équilibrés, comme il a été clairement affirmé au cours du dernier atelier de l'ACCT. Si les maisons d'édition diffèrent de manière significative en taille, le résultat risque de ne pas être un partenariat, mais au contraire un cas supplémentaire de dépendance ou d'exploitation. La formation peut être la solution qui assurera l'autonomie du

partenaire du Sud afin d'éviter tout type de situation paternaliste.

ä L'expérience des partenaires

Les éditeurs seront évidemment des professionnels au sens généralement admis du terme, c'est-à-dire des éditeurs de livres et non pas simplement des imprimeurs de prospectus pour d'autres organisations. Grâce à l'évolution marquée du réseau des éditeurs africains (APNET), et au développement d'associations professionnelles de l'édition impulsé par l'APNET, il est de plus en plus facile de s'assurer de l'authenticité d'un éditeur, ainsi que de l'existence éventuelle de liens avec des multinationales qui pourraient être contraires à l'objectif d'habilitation des éditeurs locaux.

ä Transfert de technologie et de savoir-faire

Les partenariats doivent faciliter le transfert de technologie et de savoir-faire aux partenaires du Sud.

ä Développement des capacités nationales

Les partenariats doivent contribuer au développement des capacités nationales. Il est souhaitable qu'à longue échéance, la plupart des opérations qui composent la «chaîne de l'édition» – depuis la conception jusqu'à la distribution – soient localisées dans le Sud.

Les partenariats réussis peuvent contribuer à l'habilitation d'éditeurs locaux et au développement durable du livre en Afrique. Lors de la réunion de l'ACCT à Lomé, le Côte d'Ivoire a été citée comme exemple de pays où les partenariats se sont développés avec succès. Ils contribuent aujourd'hui à une production nationale de trois millions de livres scolaires par an.

Comment promouvoir les partenariats ?

ã Le rôle des pouvoirs publics

Les pouvoirs publics peuvent encourager la création de partenariats en créant un environnement législatif et fiscal qui leur soit favorable. Parmi les mesures qui peuvent encourager le développement des partenariats figurent : la taxation des produits finis importés, la suppression des droits de douane sur des ressources telles que l'encre et le papier, la garantie des marchés sur des périodes à moyen/long terme pour les partenariats, l'apport de ressources financières telles que le financement direct ou les subventions.

ã Aider les éditeurs à se rencontrer

Une manière de promouvoir la création de partenariats est d'encourager les éditeurs à se rencontrer. Ceci amène à envisager les questions de communication, de frais de déplacement et de lieux de rencontre appropriés. Les salons du livre sont un lieu privilégié de rencontre pour les éditeurs. C'est à cette occasion que sont exposés les titres qui connaissent le plus de succès et que l'on peut évaluer la compatibilité entre catalogues, styles des éditeurs, etc.

Il conviendra d'organiser d'autres rencontres, ainsi que des visites aux maisons d'édition respectives et des échanges professionnels à différents niveaux hiérarchiques des entreprises (présidents-directeurs généraux, chefs de la rédaction, etc.) afin d'évaluer l'opportunité d'un travail en commun.

Une fois que l'on sera parvenu à un accord de collaboration préliminaire, il restera encore à accomplir un travail considérable avant que le partenariat puisse être considéré comme effectif. La formation dans des secteurs spécifiques (tels que marketing ou gestion financière) peut être d'une importance cruciale. Une période d'apprentissage sera sans doute nécessaire de part et d'autre. Les capacités nationales devraient se développer avec le temps, au fur et à mesure que se grefferont les différents projets les uns sur les autres.

A un moment donné, le partenariat sera en mesure de répondre à des appels d'offre internationaux et nationaux. Ces appels d'offres sont fréquemment lancés par les institutions financières internationales pour l'achat de livres.

Cet article décrit avant tout les partenariats Sud-Nord. Cependant, les

partenariats Sud-Sud sont tout aussi importants. Ces deux types de partenariats peuvent être combinés de différentes manières dans le but de contribuer au renforcement durable de capacités éditoriales à travers le monde.

D'après un article de Diana Newton, Partenariat international en édition , et des extraits du rapport général de la réunion de l'ACCT (Lomé, 30 octobre-2 novembre 1995)

Partenariat international en édition (PIE)

est une initiative internationale pour le développement soutenue par l'ACDI (Agence canadienne de développement international), qui est membre du Groupe de travail de la DAE sur les livres et les matériels éducatifs.

L'objectif à long terme du PIE est de contribuer au développement de capacités durables dans le domaine de l'édition en encourageant la création de partenariats commerciaux entre éditeurs canadiens et éditeurs de pays en développement.

Tél : (613) 241 93 09
Fax : (613) 562 23 29

1. Hughes, Ron. *Développement durable des ressources humaines* : document de travail. ACIDI. Août 1992.



Revue de l'édition Africaine
Revista das Edições Africanas
African Publishing Review

**Le journal
du
réseau
des éditeurs
africains
(APNET)**

La *Revue de l'édition africaine* est une lettre d'information bi-mensuelle publiée par le réseau des éditeurs africains (APNET), un réseau pan-africain d'éditeurs (voir page 3). Plus de 10 000 éditeurs communiquent à travers la lettre d'information.

Dans la *Revue de l'édition africaine*, vous trouverez :

- Une critique des **dernières parutions africaines** ;
- Des nouvelles sur les **livres primés** en Afrique ;
- Des perspectives en termes de **co-éditions, de droits d'auteurs, et de traduction** ;
- Des informations sur les **foires du livre** en Afrique ;
- Des **adresses** permettant d'entrer en contact avec des éditeurs africains ;
- Des informations sur l'**actualité de l'édition** dans les pays africains.

Si vous travaillez dans les domaines de l'édition, du commerce du livre, des affaires, de la recherche, du développement ou de l'éducation et si vous souhaitez recevoir la *Revue de l'édition africaine*, vous pouvez contacter :

Revue de l'édition africaine,
78 Kaguvi Street, P.O. Box 4209, Harare, Zimbabwe
Tél : (263) (4) 739681 Fax : (263) (4) 751202 E-mail : apnet@mango.apc.org

Les enjeux de l'industrie de l'édition dans les pays en développement

Il existe peu de « théories » de l'édition – autrement dit de tentatives pour comprendre aussi bien le « pourquoi » que le « comment » de cette activité –, et cela en dépit du fait que les livres et les journaux demeurent, même à notre époque de communications électroniques, l'instrument majeur de la communication scientifique à travers le monde. Toute une branche universitaire – la communication – repose sur l'analyse de la communication de masse, alors que la recherche analytique sur l'édition de livres et de journaux demeure indigente. Cette dernière tend à être cataloguée dans les « technologies anciennes ».

Si la documentation sur l'édition est déjà limitée dans les pays industrialisés, elle est encore plus rare dans les pays en développement. La recherche limitée effectuée dans les pays occidentaux ne présente de toute manière qu'une pertinence marginale pour les pays du Tiers Monde. Il y a donc un intérêt pour une recherche qui examinerait les questions affectant directement les pays en développement – tels que l'adaptation des technologies à des économies aux infrastructures peu développées, ou les problèmes liés à la transformation des importateurs de livres en éditeurs professionnels.

Le réseau international de dépendance

Les pays du Tiers Monde sont inévitablement affectés par les tendances générales de l'édition à l'échelle mondiale. Si l'édition acquiert un caractère de plus en plus multinational et interdépendant, les pays en développement se trouvent généralement en position périphérique et n'ont qu'un pouvoir restreint sur les processus ou les résultats des forces internationales qui agissent sur eux. Les réseaux de distribution des livres, les stocks de papier, les fabricants de matériel d'impression et les nouveaux équipements de haute technologie pour la composition assistée par ordinateur

aujourd'hui employés dans l'édition existent essentiellement dans les nations industrialisées. Les principaux traités internationaux sur les droits d'auteur, la Convention de Berne et la Convention universelle des droits d'auteur, ont été établis par les nations industrialisées et continuent d'être dominés par elles. Cependant, il est généralement admis que la législation sur les droits d'auteur est, à long terme, conforme à l'intérêt de tous les pays, et presque toutes les nations du Tiers Monde ont adhéré à l'une des conventions internationales sur les droits d'auteur.

La dépendance reflète la réalité économique et politique internationale. Il est un fait est que les nations en développement ne constituent qu'une part réduite de l'édition mondiale. Le pouvoir économique des pays en développement est généralement limité. Ils ne contrôlent ni les prix des produits de base ni ceux des produits finis – y compris ceux du papier et des livres.

Le contexte sociétal

La structure sociale, le système éducatif, le taux d'alphabétisation, le contexte linguistique et les réalités économiques et politiques générales du Tiers Monde figurent parmi les facteurs dont doivent tenir compte les entreprises d'édition.

L'édition et le système éducatif, par exemple, sont directement liés. L'édition dans le Tiers Monde repose en grande partie sur les livres scolaires, qui représentent le marché le plus important, voire, dans de nombreux pays, le seul marché. La question de savoir qui doit publier les livres scolaires et qui doit les payer a souvent été débattue. Dans de nombreux pays, des agences gouvernementales se sont chargés de la publication des livres scolaires, privant ainsi le secteur privé de son principal marché potentiel. Ces agences ont souvent fait preuve de lenteur et d'inefficacité. De plus, les livres produits par ces agences se sont fréquemment révélés être coûteux. Le

choix d'éditeurs du secteur privé pour la production de ce type d'ouvrages est aujourd'hui, plus fréquent.

Les généralisations sont rarement défendables dans les pays du Tiers Monde. Les problèmes que connaissent des pays dépourvus de toute industrie de l'édition de quelque importance, et qui ont un faible revenu par tête et un médiocre taux d'alphabétisation – tels que le Burkina Faso ou le Mali – sont différents de ceux de l'Inde, qui, en dépit de la pauvreté, a édifié une puissante industrie nationale du livre. Cependant, l'expérience des pays en pleine expansion de la zone du Pacifique, qui ont développé une industrie de l'édition très active, peut présenter un intérêt pour d'autres nations du Tiers Monde, même si les circonstances économiques diffèrent sensiblement. Le renforcement des capacités dans les domaines de l'édition et la conception de livres appelle à une plus grande communication Sud-Sud.

Les problèmes communs aux éditeurs du Tiers Monde

Certes il est difficile de procéder à des généralisations du fait des différences importantes qui séparent les pays en termes de développement économique, de taux d'alphabétisation, d'accès au papier, au matériel d'impression et aux compétences en matière d'édition et de publication. Cependant, certains problèmes sont communs aux éditeurs de la plupart des pays en développement :

à La distribution des livres. Dans presque tous les pays du Tiers Monde, les systèmes de distribution des livres sont inadéquats, même lorsqu'il existe une industrie du livre assez importante.

à La langue. Le contexte linguistique est une des questions les plus difficiles auxquelles l'édition doit faire face dans les pays en développement. La plupart des pays du Tiers Monde ont un contexte linguistique très divers,

contrairement à la plupart des pays industrialisés, qui sont relativement homogènes. Cette diversité linguistique représente un enjeu considérable. L'édition dans des langues locales est une entreprise économiquement complexe et généralement défavorable. A quelques exceptions près, les langues locales ne correspondent qu'à un marché limité et ne représentent qu'un faible potentiel d'exportation.

ä **Les conditions économiques.** Les questions de financement constituent peut-être l'obstacle majeur pour les éditeurs du Tiers Monde. Dans de nombreux pays, l'édition repose sur un terrain économique instable, et les banques sont réticentes à cautionner des entreprises risquées. Les problèmes de disponibilité de crédits adéquats, d'amélioration des procédures comptables, de contrôle des inventaires – en fait, toute la base financière de l'industrie de l'édition – doivent être traités à mesure du développement de l'industrie du livre.

ä **Intérêts publics et privés.** La question du rôle de l'Etat et des entreprises a fait l'objet de controverses passionnées. Il semble clair que l'Etat doit aider au développement de l'édition nationale par des mesures d'encouragement et une législation appropriées. Cependant, dans de nombreux pays, le contrôle direct exercé par l'Etat dans certains secteurs tels celui du livre, a non seulement affaibli l'industrie du livre, mais aussi engendré une certaine inefficacité et des coûts élevés.

ä **Le professionnalisme.** Une industrie de l'édition efficace repose sur l'existence de professionnels formés – rédacteurs, concepteurs, réviseurs, etc. La plupart des pays du Tiers Monde ne possèdent pas ces compétences et il existe peu de mécanismes de formation appropriés.

ä **Le développement des capacités et la question de la dépendance.** Quel doit être le rôle des éditeurs multinationaux dans le Tiers Monde? Quelle est le meilleur moyen de développer l'édition nationale? Quel est le meilleur équilibre possible? Dans un monde interdépendant, comment les pays du Tiers Monde peuvent-ils réduire leur dépendance vis-à-vis des nations industrialisées?

Les livres et l'édition sont incontestablement l'un des éléments nécessaires du développement du Tiers Monde. L'édition continuera à jouer un rôle important, même au XXI^e siècle. Une perspective internationale, et une meilleure connaissance des enjeux, de la nature des problèmes à aborder et des solutions possibles, peut permettre de mieux comprendre les échecs et les réussites du monde des livres et de l'édition dans les pays en développement.

Extrait d'un essai intitulé

«What we know about Third World publishing : issues and debates»,
par Philip G. Altbach,
publié dans «Bibliography on publishing and book development in the Third World, 1980-1993»
(Norwood, N.J. : Ablex, 1993)

Aspects économiques de la publication de matériels éducatifs en Afrique

Le Groupe de travail de la DAE sur les livres et les matériels éducatifs a commandité une étude intitulée *Les aspects économiques de la publication de matériels éducatifs en Afrique*. L'objectif de cette étude est d'élaborer des outils analytiques permettant aux gouvernements de traiter les problèmes de l'offre des livres et du développement du livre de manière systématique.

Méthodologie

Opifer S.A., l'entreprise de consultants sélectionnée pour réaliser cette étude est en train de rédiger des questionnaires destinés à recueillir des données sur trois points essentiels : (a) l'environnement économique de l'édition de livres scolaires; (b) l'industrie de l'édition proprement dite; (c) les facteurs critiques de réussite (et d'échec) de l'approvisionnement des livres scolaires.

Ces questionnaires seront distribués à six groupes dans 46 pays d'Afrique subsaharienne : ministères de l'Education ; ministères des Finances ; associations d'éditeurs/conseils nationaux du livre ; éditeurs de livres d'enseignement ; libraires.

En outre, des entretiens et des discussions de groupe auront lieu dans 13 pays : le Ghana, le Kenya, le Malawi, l'Ouganda, la Tanzanie et le Zimbabwe (anglophones) ; le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Sénégal et le Togo (francophones) ; l'Angola et le Mozambique (lusophones).

L'apport de praticiens reconnus dans le domaine de l'édition et de la distribution de livres scolaires en Afrique est considéré comme essentiel. Leur expérience, que ce soit dans le secteur étatique, dans le secteur privé, ou au sein des ONG assurera le réalisme et la pertinence des politiques qui seront proposées. De plus, ces spécialistes détiennent des informations importantes sur la pratique réelle de l'offre des livres en Afrique.

Une perspective pratique

L'étude devra définir les conditions nécessaires à l'expansion et au développement de l'édition de livres scolaires dans un contexte *pratique*. Aussi les critères économiques généralement acceptés dans le domaine de la formulation de politiques industrielles, les pratiques courantes utilisées dans l'édition, ainsi que le contexte socio-économique existant seront-ils pris en considération à leur juste valeur.

Les aspects économiques de la publication de matériels éducatifs en Afrique est l'une des trois études menées simultanément par le Groupe de travail de la DAE sur les livres. Avec *Etude sur la rentabilité de la publication en langues nationales*, et *Les systèmes de distribution et de diffusion des matériels éducatifs en Afrique de l'Ouest*, le Groupe de travail vise à couvrir les principaux aspects financiers intervenant dans la mise en oeuvre de politiques du livre. Les résultats de ces trois études seront communiqués à la réunion des coordonnateurs des groupes de travail qui aura lieu à Genève en octobre 1996. □

Pour quelle école de base en Afrique ?

Colloque de la Cité des sciences et de l'industrie (27-28 novembre 1996)

L'objet de ce colloque était de diffuser les travaux de recherches-actions conduites dans huit pays d'Afrique de l'Ouest : le Cameroun, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Niger, le Mali, la Mauritanie, le Sénégal, et le Tchad. Ces expérimentations se sont déroulées dans le cadre d'un projet initié en 1992 par le ministère de la Coopération et piloté par le CEPEC.

Environ 140 personnes ont participé au colloque. Douze pays africains étaient représentés, dont deux par leurs ministres (Guinée et Sénégal).

Les recherches-actions visent à analyser certaines difficultés de l'école de base au niveau micro-social, et à développer des actions nouvelles et efficaces afin de contribuer à une école de base de meilleure qualité en Afrique.

Les ministres de l'éducation et les cadres africains présents ont exprimé le souhait que ce type de recherche en éducation se développe, en suggérant qu'il soit davantage ancré dans les instituts pédagogiques et les écoles normales africains.

Nous reproduisons ci-dessous un tableau synthétique des actions menées dans quatre pays, dans des contextes différents. □

	Problématique	Hypothèse
Cameroun	Exploitation des ressources de l'environnement local et apprentissages scientifiques Comment pourrait-on mieux utiliser l'environnement comme cadre et support d'enseignement pour favoriser l'éveil scientifique des élèves et par là une meilleure formation à la maîtrise de l'environnement ?	A l'école élémentaire, une meilleure exploitation pédagogique des ressources de l'environnement local améliore les résultats des apprentissages et favorise la formation d'attitudes/ habitudes propices à la sauvegarde du milieu de vie.
Guinée	Expérimentation d'ateliers de travaux pratiques à l'école élémentaire L'école peut-elle permettre une ouverture sur le milieu? Y-a-t-il des pratiques d'alternance susceptibles d'améliorer son efficacité en renforçant les apprentissages fondamentaux et les activités pratiques ? La place à accorder aux activités dirigées : Existe-t-il des solutions pour optimiser les activités dirigées? Peut-on établir des liens entre apprentissages fondamentaux et activités pratiques ?	Les activités pratiques permettent le renforcement des apprentissages fondamentaux et favorisent le transfert à condition qu'elles soient conçues entre parents, enseignants et élèves et proposées dans le cadre d'une approche interdisciplinaire.
Mauritanie	L'école de rattrapage Pour des enfants en rupture avec le système scolaire et en marge de la société, quelles conditions réunir pour leur permettre d'acquérir des compétences de base à même de les réintégrer dans le système scolaire ou de les orienter vers des structures facilitant leur réinsertion dans la communauté ?	Les expériences vécues dans la rue, milieu informel, par des enfants non scolarisés et déscolarisés contribuent, dans le cadre des situations mises en place par l'école de rattrapage, à l'acquisition de certaines compétences scolaires.
Niger	Engagement des parents d'élèves dans les stratégies d'innovation Dans un contexte de crise conjoncturelle aiguë du système éducatif, les enseignants et les parents demeurent-ils suffisamment motivés pour poursuivre une réflexion sur le devenir de l'école et entreprendre des actions concrètes de nature à en faciliter le démarrage ?	Une campagne de sensibilisation permettrait : d'une part, une appropriation des problèmes à résoudre par l'ensemble des personnes concernées ; d'autre part, la prise d'engagements délibérés et volontaires opérés à la base et non répondant à des injonctions extérieures. Alors les conditions préalables nécessaires à une véritable implication des acteurs dans la rénovation de l'école seraient réunies.

Résultats :
Parmi les conditions d'apprentissage qui expliquent la réussite scolaire au sein de l'école de rattrapage, on peut noter : l'importance accordée à la recherche de sens dans les apprentissages (explicitation de la démarche pédagogique aux élèves...), leur contextualisation (les compétences que les élèves ont acquises dans la rue constituent un appui important), et la prise en compte de l'élève comme individu à part entière.

Résultats : La campagne de sensibilisation a été menée, en respectant les traditions du village. Elle a permis d'associer réellement les parents à la réflexion et d'assurer ainsi leur forte mobilisation dans la vie de l'école. Cela a été également l'occasion de mettre en évidence les contradictions entre les attentes des parents (acquiescer un métier, s'insérer dans la vie locale ; multiplier les activités et les savoir-faire liés à une connaissance du milieu...) et leur représentation de l'école (le fonctionnariat est la principale fonction de l'école : école coloniale, «élitiste», centré sur la mémorisation des savoirs livresques...), et de lever une partie de ces contradictions. On peut donc s'attendre pour la rentrée prochaine à des modifications de comportement.

Pour plus d'informations veuillez contacter :

Le Centre d'études pédagogiques pour l'expérimentation et le conseil (CEPEC)
14 Voie Romaine, 69290 CRAPONNE

Tél : 78 44 61 61

Fax : 78 44 63 42

Le GTPF démarre le deuxième volet du programme Gestion et mobilisation des personnels enseignants

Après l'élaboration du diagnostic des systèmes éducatifs sous l'angle de la gestion des personnels enseignants (1993-1995), la section francophone du groupe de travail sur la profession enseignante (GTPE) entame le deuxième volet de son programme *Gestion et mobilisation des personnels enseignants*. Il s'agira désormais de formuler des propositions concrètes en tenant compte de leur faisabilité économique, politique et sociale.

Les pays participants ont décidé de poursuivre les actions menées dans le cadre du programme, et ont désigné la Côte d'Ivoire pour assurer la coordination du groupe de travail, en liaison avec le ministère de la Coopération. L'IREDU (Institut de recherche sur l'économie de l'éducation) de l'Université de Bourgogne continuera à apporter son soutien méthodologique. Pour la période 1996-1997, son aide portera sur la finalisation, la mise en oeuvre, le suivi, et l'évaluation des plans d'actions nationaux. L'IREDU soutiendra aussi les équipes nationales à concevoir et à publier des manuels et des guides à partir de leurs expériences, et à constituer un réseau d'experts.

Deux sous-groupes ont été constitués en fonction de l'état d'avancement des travaux réalisés par les équipes nationales pendant la période 1993-1995. Les pays du **sous-groupe a** (Burkina-Faso, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Mali, Sénégal) s'apprentent à mettre en oeuvre leurs plans d'actions nationaux. Ceux du **sous-groupe b** (Madagascar, Mauritanie, Niger, Tchad) doivent procéder à la finalisation de leurs plans d'actions.

Calendrier de travail

Un calendrier de travail a été défini :

Phase I (à partir de mars 1996)

- Sous-groupe a : Mise en oeuvre des plans d'actions et utilisation d'indicateurs de gestion des personnels et des postes enseignants. Pour cela, il est prévu un soutien méthodologique et une aide logistique et financière.
- Sous-groupe b : Les équipes nationa-

les procéderont à la finalisation de leurs plans d'actions.

Phase II (à partir d'avril 1996)

- Les pays du sous-groupe b seront informés sur les travaux réalisés et les méthodes de travail utilisées par les pays du sous-groupe a.
- Des guides et manuels méthodologiques seront produits à partir des expériences des équipes nationales.
- Un réseau d'experts sera constitué pour aider de nouvelles équipes nationales à définir des plans d'actions similaires.

Phase III (à partir d'avril 1996)

- Sous-groupe a : poursuite des actions.
- Sous-groupe b : mise en oeuvre des plans d'actions dès concrétisation.

Deux séminaires sont prévus dans le cadre de ces différentes phases de travail. Le premier aura lieu en mars à Abidjan, et le second en juin. Des ateliers de travail seront également organisés dans les pays qui auront besoin d'un soutien méthodologique.

**Georges Solaux, IREDU,
et Joëlle Lanot,
Ministère de la Coopération**

Gestion et mobilisation des personnels enseignants dans les pays francophones d'Afrique subsaharienne

Ministère de la Coopération, Paris, 1995.

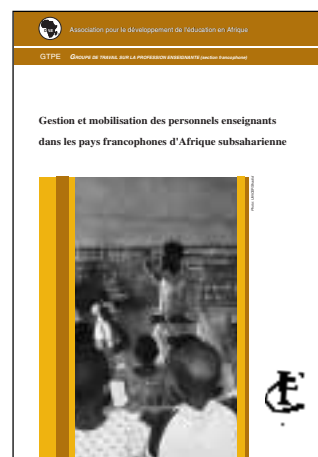
Ce document est un rapport des activités du programme «gestion et mobilisation des personnels enseignants» du GTPE au cours des trois dernières années (1993-1995). Les travaux ont consisté à élaborer un questionnaire, à exploiter les réponses recueillies par les équipes de travail nationales, et à animer trois séminaires régionaux conçus comme des ateliers de formation. Ces travaux ont permis de faire un diagnostic des systèmes éducatifs sous l'angle de la gestion des personnels enseignants, et ont servi à élaborer des plans d'actions nationaux.

Le rapport est organisé en quatre parties. Le premier chapitre est consacré à un rappel des attendus théoriques et à l'explicitation de la démarche qui a été suivie. Le deuxième chapitre est destiné à situer chaque pays participant sur la base de comparaisons internationales et en fonction des réponses qui ont été apportées aux questionnaires. Le troisième chapitre est un bref descriptif des plans d'actions retenus par les équipes de travail nationales. Ces plans sont analysés dans le dernier chapitre.

**Pour recevoir ce document,
veuillez vous adresser au :**

**Ministère de la Coopération,
57 boulevard des Invalides,
75700 Paris**

**Tél. 53 69 37 33
Fax. 53 69 37 77**



Le GTES s'interroge sur ses priorités et activités futures

La neuvième rencontre du Groupe de travail de l'enseignement supérieur (GTES) s'est tenue à Maurice (8-12 janvier 1996). La réunion, organisée conjointement par l'Association des universités africaines (AUA) et le GTES, fut accueillie par l'Université de Maurice.

Quatre études sur la gestion de l'enseignement supérieur

Le principal thème de la réunion était *La gestion de l'enseignement supérieur*. Quatre études parrainées par le programme d'étude sur la gestion de l'enseignement supérieur de l'AUA, et financées par le gouvernement des Pays-Bas et du SAREC/ASDI ont été présentées lors de la réunion.

Dans la première étude, *Ressources for enhancing University Research and Post-Graduate Training: A Ghana Case Study*, Moses Anyamadu, de l'Université du Ghana, analyse les processus de financement de la recherche à l'Université du Ghana. Son enquête montre que malgré l'inscription au budget de ressources considérables pour la recherche et la formation, la recherche universitaire reste largement financée par des agences de financement internationales. L'auteur fait des recommandations pour améliorer la gestion des fonds alloués à la recherche. La deuxième étude, *The Social Background of Makerere University—Students and The Potential for Cost-Sharing*, traite de la question de la participation aux coûts. L'auteur de l'étude, Muhammad Mayanja de l'Université de Makerere (Ouganda), propose l'établissement de frais de scolarité comme stratégie de développement des universités. Dans *Data Availability for University Management at Makerere University*, Sarah Nakabo-Ssewanyana passe en revue les divers types de données collectés par l'université et se penche sur leur utilité par rapport à leur raison d'être. La dernière étude, *Modeling for Recurrent Budget Estimates and Funds Allocations*, par Lennox Liverpool de l'Université de Jos (Nigéria), présente

les avantages budgétaires à utiliser le système d'équivalence à plein temps (*Full Time Equivalent*) plutôt que le nombre d'étudiants inscrits. L'auteur évalue également dans quelle mesure les universités nigérianes respectent les normes nationales établies en fonction d'objectifs de croissance et de rendement que le pays s'est fixés.

L'utilisation des nouvelles technologies de l'information

William Saint, coordonnateur du GTES, a présenté un document de la Banque mondiale paru depuis peu, *The Africa Virtual University*. L'auteur examine comment les progrès technologiques récents dans les télécommunications, les sciences de l'information, le multimédia et le logiciel éducatif pourraient contribuer à augmenter l'accès à l'éducation dans le secteur tertiaire et à améliorer la qualité des cours dispensés.

Malgré un vif intérêt pour l'exposé, les participants ont manifesté des réactions partagées, et même critiques. Certains participants craignent une approche par le haut, excessivement technique, risquant d'être plus favorable aux intérêts commerciaux du Nord qu'aux objectifs éducatifs africains, et d'entraîner une dépendance de l'Afrique à l'égard de systèmes conçus à l'extérieur.

Rapport de la Commission nationale d'Afrique du Sud

Teboho Moja, directeur de la Commission nationale d'Afrique du Sud pour l'enseignement supérieur, a informé le GTES des derniers travaux de la commission chargée de préparer un projet de restructuration générale du système d'enseignement supérieur d'Afrique du Sud. Un rapport sera présenté à la fin de 1996.

Première ébauche du futur programme de travail du GTES

William Saint, coordonnateur du GTES, a fait remarquer que le colloque

conjoint AUA-GTES de la DAE, tenu au Lesotho, en janvier 1995, avait marqué la fin d'une première phase d'activité. Il convient donc à présent de redéfinir le rôle du GTES.

En ce qui concerne les activités futures du GTES, il a été souhaité qu'un équilibre soit maintenu entre les *activités axées sur les processus*, dont le but est de partager l'information, d'échanger des expériences et de générer le consensus sur les priorités des agences de financement et des institutions, et les *activités axées sur les produits* qui ont un impact plus direct sur les problèmes pressants de l'enseignement supérieur et de la recherche dont souffre la région.

Il a été convenu, pour l'instant, que le GTES mènerait à la fois des activités de processus et de produits. Parmi les activités axées sur les processus pourrait figurer l'organisation d'ateliers sur de nouveaux sujets de préoccupation. Il est aussi prévu un rapport d'activité sur les universités africaines. Pour les activités axées sur les produits, le groupe partira de thèmes déjà traités par le GTES. L'Association des universités africaines (AUA) sera sollicitée pour la mise en oeuvre. Parmi les thèmes probables, on peut citer : la planification stratégique de l'université, la coopération inter-universitaire dans les domaines de la formation et de la recherche doctorales, le travail en réseau électronique et l'amélioration de la gestion de l'enseignement supérieur.

Les exposés et les débats ont montré une fois de plus le degré élevé de convergence, d'interrelation et de complémentarité des objectifs et des programmes du GTES et de l'AUA. □

Le comité de pilotage du GTFE se réunit à Dakar

Le comité directeur du Groupe de travail de la DAE sur les finances et l'éducation (GTFE) de la DAE s'est réuni pour la première fois à Dakar, en novembre dernier (16-18 novembre 1995). Cette réunion de deux jours visait essentiellement à faire approuver le programme de travail du groupe.

Principaux points discutés

Les principaux points discutés ont été les suivants:

â **Objectifs et champ d'action** : Le groupe de travail ne s'intéressera pas exclusivement aux techniques budgétaires. Son champ d'action s'élargira à l'analyse de facteurs tels que les dépenses publiques et privées, la consommation des ménages, la gestion des ressources, et leur influence sur les investissements publics, privés, et communautaires dans le domaine de l'éducation.

â **Examen de la littérature** : Le groupe de travail prévoyait initialement d'effectuer une étude sur l'état de l'art des techniques techniques budgétaires afin d'avoir une vue d'ensemble des capacités budgétaires du secteur de l'éducation dans quelques pays africains. Cette étude serait une première étape vers l'amélioration de la préparation du budget et de la gestion des crédits affectées à l'éducation. Cet élément du plan de travail – jugé trop étroit – a été modifié. Le groupe a choisi de mener un examen de la littérature qui éclairera le groupe sur les modalités de financement de l'éducation (acteurs, procédures, méthodes employées, etc). L'étude s'inspirera de ce qui a déjà été publié sur le sujet.

â **Etudes de cas** : L'examen de la littérature permettra d'identifier les points les plus importants qui méritent une analyse approfondie. Les pays sélectionnés pour les études de cas seront choisis en fonction de leur intérêt par rapport à ces points. D'autres critères seront également pris en compte tels que les facteurs économiques, démographiques et linguistiques des pays.

â **Termes de référence du Comité directeur** : Les termes de référence du comité directeur ont été approuvés. Awa Thiogane a été élue présidente du comité directeur jusqu'à la prochaine réunion qui aura lieu à Dakar, en septembre 1996. Awa Thiogane est directrice de la division des statistiques du ministère de l'Education du Sénégal.

â **Structure de l'unité de programme** : Il a été observé que la composante recherche des activités du groupe de travail ne devrait pas faire perdre de vue

les objectifs de résultats et de renforcement des capacités au sein des ministères de l'éducation.

Bref historique du GTFE

Le groupe de travail sur les finances et l'éducation a été créé en 1994. Son objectif est d'aider les ministères de l'éducation africains à mieux négocier et à mieux gérer les ressources pour l'éducation.

L'une des caractéristiques du groupe de travail est de réunir des chercheurs et des experts dans les domaines de l'éducation, des statistiques et des finances. Le groupe de travail est également partenaire d'une institution africaine, le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA) qui fait office de coordonnateur du groupe de travail. □

CODESRIA



CODESRIA (Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique) est une organisation panafricaine créée en 1973. Son but est de renforcer la recherche en sciences sociales en Afrique.

L'organisation a une fonction de coordination. Elle s'est fixé pour objectifs principaux de faciliter la recherche, de promouvoir la publication d'ouvrages de recherche scientifique et de créer des forums en vue de faciliter l'échange de points de vue et d'information entre chercheurs africains.

CODESRIA publie une lettre d'information, le Bulletin du CODESRIA. Le journal informe ses lecteurs des activités du CODESRIA et de celles d'autres organisations dans le domaine des sciences sociales en Afrique.

CODESRIA
B.P. 3304, Dakar, Sénégal
Tél : (221) 25 98 22/23 Fax : (221) 24 12 89
Télex : 61 339 CODES SG
E-mail : @Geo2.Poptel.Org.UK

Pour plus d'informations sur les quatre études sur le financement des universités présentées lors de la réunion du GTFE à Maurice (8-12 janvier 1996), vous pouvez écrire à : L'Association des universités africaines (AUA), P.O. Box 5744, Accra-North, Ghana.

Pour obtenir *The Africa Virtual University*, vous pouvez écrire à : Etienne Baranshamaje, Division des ressources humaines, Département technique Afrique, Banque mondiale, 1819H Street N.W., Washington, D.C. 20433, USA, ou à l'adresse E-mail suivante : AVU@WORLD BANK.ORG.

CALENDRIER

M	A	R	S
1	Ven		
2	Sam	● Réunion GTPF (FEMSA)	
3	Dim		
4	Lun	● Réunion GTPF	
5	Mar		
6	Mer		
7	Jeu		
8	Ven		
9	Sam		
10	Dim		
11	Lun		
12	Mar	① Conférence mondiale sur l'alphabétisation	
13	Mer		
14	Jeu		
15	Ven		
16	Sam		
17	Dim		
18	Lun		
19	Mar		
20	Mer		
21	Jeu		
22	Ven		
23	Sam		
24	Dim		
25	Lun	● Atelier GTLMS	
26	Mar	● Atelier GTSE	
27	Mer	● Coordonnateurs GT DAE	
28	Jeu		
29	Ven	● Comité directeur de la DAE	
30	Sam		
31	Dim		

A	V	R	I	L
1	Lun	● Atelier GTPE-A		
2	Mar			
3	Mer			
4	Jeu			
5	Ven			
6	Sam			
7	Dim			
8	Lun	● Atelier GTSE		
9	Mar			
10	Mer			
11	Jeu			
12	Ven			
13	Sam			
14	Dim			
15	Lun			
16	Mar			
17	Mer	● Atelier GTPE-A		
18	Jeu	② Réunion CONFEMEN		
19	Ven	● Séminaire GTPE-F		
20	Sam			
21	Dim			
22	Lun	● Comité directeur GTLMS		
23	Mar	③ Réunion BIT		
24	Mer			
25	Jeu			
26	Ven			
27	Sam	④ Forum Sao Tomé e Principe		
28	Dim			
29	Lun	● Réunion GTSE		
30	Mar	(jusqu'au 10/5)		

Dates à confirmer:
● Atelier GTSE

M	A	I
1	Mer	
2	Jeu	
3	Ven	
4	Sam	
5	Dim	
6	Lun	⑤ Séminaire OUA – La problématique de l'utilisation de langues locales dans les systèmes éducatifs africains
7	Mar	
8	Mer	
9	Jeu	
10	Ven	
11	Sam	
12	Dim	
13	Lun	
14	Mar	
15	Mer	
16	Jeu	
17	Ven	
18	Sam	
19	Dim	
20	Lun	
21	Mar	
22	Mer	
23	Jeu	
24	Ven	
25	Sam	
26	Dim	
27	Lun	
28	Mar	● Atelier GTSE
29	Mer	
30	Jeu	
31	Ven	

Activités DAE

- Comité directeur de la DAE. Cinquième session du comité directeur de la DAE. 28-30 Mars. Paris, France.
- Réunion des coordonnateurs des GT. March 27-28. Paris, France.
- GTPF. Groupe de travail sur la participation féminine. - Réunion du consortium d'agences de financement du FEMSA (Education des filles/femmes en mathématiques et en sciences en Afrique). 2 mars, Oslo, Norvège.
- Réunion : Planification stratégique des ressources pour l'éducation des filles/femmes. 4-5 mars, Dublin, Irlande.
- GTPE-F. GT sur la profession enseignante, section franco. Séminaire TMS : Finalisation et mise en oeuvre des plans d'action. 19-21 mars. Abidjan, Côte d'Ivoire.
- GTPE-A. GT sur la profession enseignante, section anglo. - Atelier de sensibilisation aux problèmes des sexes. 1-4 avril, Maseru, Lesotho.
- Atelier sur le développement de modules pour la formation des maîtres. 17-21 avril, Maputo, Mozambique.

- GTSE. Groupe de travail sur les statistiques de l'éducation. - Réunion du comité directeur et réunion technique. 26-28 mars. Paris, France.
- Atelier technique avec les pays pilotes. Thème : La gestion des archives des écoles et la collecte des données-aspects finaux. Deux semaines en avril. Lusaka, Zambie.
- Réunion technique sous-régionale. Thème : Indicateurs de développement de l'éducation-Finalisation des rapports nationaux. 29 avril-10 mai. Harare, Zimbabwe.
- Réunion technique avec les pays pilotes. 28-31 mai. Dijon, France.

- GTLMS. GT sur les livres et matériels éducatifs. - Atelier : Lancement de l'étude sur la distribution et la dissémination de matériels éducatifs en Afrique de l'Ouest. Fin Mars.
- Atelier technique : Etude de la rentabilité de la publication de matériels éducatifs dans les langues locales. 25-27mars, Dakar, Sénégal.
- Réunion du comité directeur du GTLMS. 22 avril, Bruxelles, Belgique.

Les points de vue et opinions exprimés dans les articles signés de la lettre d'information de la DAE sont ceux des auteurs et ne doivent pas être attribués à la DAE, à toute autre organisation, ou à tout autre individu.

Autres réunions

- ① Conférence mondiale sur l'alphabétisation. 12-15 mars. Philadelphie, USA.
- ② 47e Session de la CONFEMEN. 18-19 avril. Liège, Belgique.
- ③ Réunion BIT. Thème : L'impact de l'ajustement structurel sur les personnels de l'enseignement. 22-26 avril, Genève.
- ④ Ministère de l'éducation, Sao Tomé e Principe. Forum sur l'éducation. 27-28 mars.
- ⑤ Séminaire OUA sur l'utilisation des langues nationales dans les systèmes éducatifs africains. 6-10 mai, Bangui, République Centrafricaine.



Association pour le Développement de l'éducation en Afrique

Lettre d'information trimestrielle publiée par la DAE

Toute correspondance doit être adressée à :
Développement de l'éducation en Afrique
7-9 rue Eugène Delacroix
75116 Paris, France

Tél : (33) (1) 45.03.37.96 Fax : (33) (1)45.03.39.65

E-mail sur Internet=
DSECRETARIAT1@WORLDBANK.ORG
ou TH.DESRUELLES@IIEP.UNESCO.ORG